

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

26^{ème} année - N°4943 - Mardi 26 Août 2025 - Prix : 200 Fc

CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL INSULAIRE (CHRI) DE HOMBO :

Le camp de traitement du choléra définitivement démantelé



SÉCURITÉ CIVILE :

La DGSC modernise ses outils d'alerte

LIRE PAGE 3

**Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com**

Prières aux heures officielles

Du 26 au 31 Août 2025

Lever du soleil:

06h 20mn

Coucher du soleil:

18h 03mn

Fadjr : 05h 01mn

Dhouhr : 12h 12mn

Ansr : 15h 19mn

Maghrib: 18h 07mn

Incha: 19h 20mn



COMITÉ DE PILOTAGE DU PNRSE :

La fourniture d'eau à Moroni, au cœur des discussions

Le premier comité de pilotage du projet national de résilience du secteur de l'eau (PNRSE) s'est réuni au Retaj Moroni hier lundi 25 août, pour évaluer l'état d'avancement des activités, identifier les difficultés, pour prendre les résolutions permettant d'assurer un approvisionnement pérenne de l'eau dans la capitale.

Le premier COPIL du projet national de résilience du secteur de l'eau (PNRSE) a lieu à Moroni hier lundi. Une réunion pour discuter particulièrement de la problématique de la fourniture d'eau potable dans la capitale et ses environs. Les participants devraient réfléchir sur les voies et moyens d'améliorer l'accès à l'eau partout et surtout à Moroni où l'eau de robinet reste un grand défi à relever. Ce projet qui doit s'achever en 2029, à l'initiative du gouvernement, est financé à hauteur de 15 millions de dollars par la Banque mondiale. Il vise à améliorer l'accès à l'eau et à la maintenance des services de base d'approvi-

sionnement en eau et renforcer la gouvernance du secteur, face aux risques naturels et au changement climatique.

Selon Nahida Houssein coordinatrice du projet l'objectif du projet est « d'améliorer l'accès et la fiabilité des services d'approvisionnement en eau à Moroni et de renforcer les institutions sectorielles sélectionnées ». Elle a expliqué les deux composantes prévues. Il s'agit de la composante 1 relative aux infrastructures d'approvisionnement en eau potable qui « intègre des activités qui contribueront à l'adaptation des Comores à diverses vulnérabilités au changement climatique, en particulier les inondations, la sécheresse et l'élévation du niveau de la mer, en finançant des investissements résilients au climat pour résoudre les problèmes les plus urgents de production, de stockage et de distribution d'eau dans la ville ». Ensuite la composante 2, concernant « dont la gouvernance, le renforcement des capacités et stratégies du secteur pour améliorer la gouvernance du



secteur, ainsi que les performances opérationnelles et financières de la SONEDE ». Celle-ci « soutiendra les priorités de réforme sectorielle à court terme et fournira une assistance technique aux institutions sectorielles clés ».

L'ensemble des travaux doivent se poursuivre dans les communes de Moroni et de Bambao Ya Hari et réparties dans quatre localités : Moroni, Vouvouni, M'dé et Boueni. Ce projet prévoit des nouveaux réservoirs d'une capacité de

2500 m3 afin d'éviter les problèmes de stockage. Avec ces capacités, le nouveau centre hospitalier universitaire (CHU) sera assuré d'un stockage estimé à 11.000m3.

Kamal Gamal

AGRICULTURE

Vers des semences à cycle court

Dans l'après-midi du samedi 23, le Ministre de l'Agriculture, Dr Daniel Bandar, s'est rendu sur les montagnes de Diboini, plus précisément dans les champs de Bandasamlini, pour participer à une récolte de semences de maïs.

Cette activité s'inscrit dans le cadre d'un projet du ministère, mis en œuvre à travers l'Institut National de Recherche pour l'Agriculture,

la Pêche et l'Environnement (INRAPE), avec l'appui financier de la Banque Africaine de Développement (BAD) et l'accompagnement technique de la FAO à travers le projet SEPAREF. Le Ministre était accompagné du Secrétaire général du ministère, de son cabinet, du Directeur général de l'INRAPE, Dr Abdou Hamza Azali, ainsi que de plusieurs techniciens. Après la récolte, la délégation a également visité les serres agricoles de production de semen-

ces de pomme de terre ainsi que des parcelles destinées à la production de semences des embrevades (également appelée Pois cajan ou pois d'Angole en français).

À cette occasion, le Ministre a rappelé que ces actions s'inscrivent pleinement dans les priorités de son département pour le développement de l'agriculture comorienne. Il s'agit notamment de la mise à disposition de semences de qualité pour la population agricole (à court terme), et de la production

locale de l'ensemble des semences nécessaires pour répondre aux besoins des agriculteurs (moyen et long terme). Actuellement, le ministère a lancé la production de variétés de semences de maïs (cycle de 3 mois), qui seront distribuées aux agriculteurs. S'y ajoutent les semences de pomme de terre et des embrevades, également destinées à renforcer la production nationale. Les semences de maïs produites localement sont de qualité supérieure, à en croire le ministre.

De son côté, le Directeur général de l'INRAPE, Dr Abdou Hamza, a exprimé sa satisfaction face aux résultats obtenus. Selon lui, « les semences de maïs produites localement sont de qualité supérieure, ne nécessitent pas de pesticides ni d'intrants coûteux, et permettent de réduire les charges des agriculteurs ». Concernant les semences d'embrevade, il a annoncé que « des essais pour un cycle court de trois mois sont en cours, une première aux Comores, qui permettra aux agriculteurs de réaliser jusqu'à trois cycles par an, offrant ainsi un véritable gain de productivité ». Pour la pomme de terre, il a rappelé les difficultés liées à l'importation de semences. L'INRAPE mettra désormais en place des serres agricoles adaptées,

afin de produire localement des semences de pomme de terre en quantité suffisante.

Mmagaza



La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Said Omar
Rédactrice en chef
 Andjouza Abouheir
Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
Rédaction
 Mohamed Youssef
 Sanaa Chouzour
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riwad
 A Bardraoui
 Mohamed Ali Nasra
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Said Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL INSULAIRE (CHRI) DE HOMBO :

Le camp de traitement du choléra définitivement démantelé

Après plusieurs mois de lutte acharnée contre le choléra, l'hôpital régional de Hombô a procédé hier au démantèlement de son camp de traitement installé en urgence au plus fort de l'épidémie. Une étape qui marque symboliquement la fin de la crise sanitaire sur l'île, même si le ministère de la Santé n'a pas encore officiellement déclaré la fin de l'épidémie.

Selon le directeur du Centre hospitalier régional insulaire (CHRI) de Hombô, le Dr Ibrahim Salim Mari,

cette décision était devenue nécessaire pour permettre à l'établissement de reprendre pleinement ses activités médicales. « Nous avons entamé l'enlèvement total du camp de traitement du choléra pour libérer l'espace et relancer d'autres services. Une seule structure a été maintenue temporairement, mais le reste a été entièrement démantelé », a-t-il indiqué. Le camp, installé en février 2024, au moment où le choléra frappait durement Anjouan, avait accueilli des centaines de patients. Désormais désert, il rappelle la gravité d'une crise qui a

coûté un lourd tribut humain.

Introduite par un navire en provenance de Tanzanie, l'épidémie de choléra avait été déclarée aux Comores le 2 février 2024. Anjouan en est rapidement devenu l'épicentre. Au 30 juin 2024, l'île comptabilisait 8 942 cas suspects, soit 88% des cas signalés au niveau national. Sur les 147 décès enregistrés dans le pays, 112 concernaient Anjouan. Les villes de Mutsamudu et Domoni figuraient parmi les foyers les plus touchés. Cette propagation fulgurante s'explique par les fragilités structurelles de l'île : moins

d'un tiers de la population a un accès régulier à l'eau potable, et le manque d'infrastructures sanitaires a aggravé la situation. Malgré l'appui de partenaires comme Médecins Sans Frontières et l'UNICEF, la réponse a souffert de retards dans l'acheminement du matériel et des équipements nécessaires.

Le démantèlement du camp de Hombô est un signal fort d'espoir pour la population, impatiente de tourner la page. Mais cette étape suscite aussi des appels à la vigilance. De nombreux acteurs locaux et observateurs estiment que cette

crise doit servir de leçon. Ils exhortent les autorités à investir durablement dans la prévention, à améliorer l'accès à l'eau potable et à renforcer les dispositifs de réponse rapide afin d'éviter de nouvelles tragédies. La fin du camp de Hombô n'est donc pas seulement la clôture d'un chapitre douloureux. Elle doit aussi ouvrir la voie à une réorganisation du système de santé et à une meilleure préparation face aux crises sanitaires futures.

Younes

SÉCURITÉ CIVILE :

La DGSC modernise ses outils d'alerte

Face aux menaces croissantes liées aux aléas naturels, la direction générale de la sécurité civile (DGSC) franchit une étape dans la modernisation de ses outils. Grâce à un financement de la Banque mondiale, près de 79 millions de francs comoriens ont été investis dans l'acquisition d'équipements destinés à renforcer le système d'alerte précoce multirisque du pays.

Le lot réceptionné la semaine dernière comprend une station de charge intelligente, des ordinateurs, des radios portatives avec relais et convertisseurs, des téléviseurs intelligents, des serveurs, des drones et leurs batteries, des mini-projecteurs ainsi que plusieurs supports tech-

niques. Pour le secrétaire général du ministère de l'Aménagement, Mohamed Madjid, ce renforcement marque une avancée stratégique: « Nous espérons que ces outils contribueront de manière significative à vos efforts de prévention, de préparation et de gestion des risques de catastrophes naturelles. Protéger des vies humaines et des biens est une mission noble et exigeante, qui nécessite à la fois des compétences, des financements et des équipements performants », a-t-il déclaré.

Le colonel Abdallah Rafick, directeur général de la sécurité civile, a souligné l'importance de cette dotation pour les centres d'urgence régionaux : « Ces équipements sont destinés à soutenir notre système d'alerte précoce multirisque, mais aussi à renforcer notre capacité à

constituer une base de données sur les risques naturels et à améliorer la gestion des urgences », a-t-il précisé. Au-delà de la livraison, une formation est actuellement en cours pour permettre aux agents de la sécurité civile d'acquérir de nouvelles compétences techniques. Le coordinateur du projet régional de résilience climatique (PRRC), Samil Chakira, a rappelé que ce programme ne se limite pas à fournir du matériel, mais vise à transformer durablement la manière dont le pays anticipe et répond aux catastrophes. « Chaque équipement a été sélectionné pour répondre à des besoins spécifiques. La formation accompagne ce processus afin que la technologie serve réellement l'efficacité opérationnelle des équipes », a-t-il assuré.

Aux Comores, où les populations



restent exposées aux risques cycloniques, aux inondations et aux séismes, ce soutien s'inscrit dans une vision plus large : celle d'un État mieux préparé face au changement

climatique et capable de protéger ses citoyens grâce à une sécurité civile modernisée et connectée.

Mohamed Ali Nasra

COMORES – JAPON :

La JICA entend renforcer sa coopération

En marge du 9e forum de la Conférence internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique (TICAD9), le ministre des finances, Ibrahim Mohamed Abdourazak a rencontré, M. Nakamura Toshiyuki Conseiller spécial du président de l'Agence Japonaise de coopération internationale (JICA). Présidée par Tanaka Akihiko, la JICA est le bras armé du Japon à l'international, s'agissant de la coopération et de l'aide publique au développement surtout à l'endroit des pays en développement et de l'Afrique en particulier. Depuis 1993, ce ne sont pas moins de 11 milliards de dollars, que la JICA a apporté en soutien au développement du continent africain.

Aux Comores, la coopération japonaise a toujours été présente dans son

appui sur plusieurs secteurs de développement. Allant du programme de renforcement de l'école de pêche, à la fourniture d'équipements dans le cadre du programme planning familial (2010-2014), en passant par le programme contre la malnutrition sévère en 2018, qui avait bénéficié d'un appui à hauteur de 1,6 million de dollars avec l'UNICEF. Cette

rencontre nous a été rapportée à travers une publication de la présidence de la république. « En marge de la 9e Conférence internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique (TICAD 9), Monsieur Ibrahim Mohamed Abdourazak, Ministre des Finances, s'est entretenu avec M. Nakamura Toshiyuki, conseiller spécial du président

(JICA) accompagné de hauts responsables », peu après l'entrevue de deux délégations.

Selon Beit-Salam : « Les échanges ont porté sur les perspectives de renforcement de la coopération entre l'Union des Comores et la JICA, avec une attention particulière accordée à la mise en place d'un cadre structuré de partenariat » et à

l'issue de la rencontre. « La JICA a réitéré son engagement à soutenir les Comores par la mise en œuvre de projets concrets, notamment à travers une mission conjointe prévue dans les prochains mois.

Parmi les pistes privilégiées par les japonais dans le cadre de ce renforcement de la coopération, il y'a la question de la formation et l'appui au développement de l'économie bleue. « La JICA a réaffirmé sa volonté d'accompagner l'Union des Comores, notamment à travers des programmes de formation et de stages au Japon, axés sur l'économie bleue et l'agriculture. Elle a également salué les efforts entrepris pour aligner les priorités nationales de développement sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) », selon toujours le site de Beit-Salam.

Imtiyaz





Moroni, Comores
22 août 2025

Communiqué de presse

La santé est la priorité des Comoriens, dont la majorité disent avoir manqué de soins médicaux

Les Comoriens estiment que la santé est le principal problème auquel le gouvernement devrait s'attaquer, selon les résultats de la plus récente enquête Afrobarometer.

L'accès aux soins reste un problème majeur pour la plupart des citoyens, la majorité déclarant avoir manqué de médicaments ou de soins médicaux pendant l'année écoulée.

Parmi ceux qui ont fréquenté un hôpital public au cours des 12 derniers mois, sept sur 10 trouvent difficile l'accès aux soins médicaux, et des majorités disent avoir été confrontés à de longs temps d'attente, au coût élevé des soins, à l'absence d'un personnel médical, à l'insuffisance de médicaments ou de matériels ainsi qu'au mauvais état des infrastructures.

Résultats clés

La santé est le principal problème auquel le pays fait face et auquel le gouvernement devrait s'attaquer, pour les Comoriens (Figure 1).

Sept sur 10 citoyens comoriens (70%) disent avoir manqué de médicaments ou de soins médicaux au cours des 12 derniers mois, y compris 23% qui disent avoir eu ce besoin « plusieurs fois » ou « toujours » (Figure 2).

Parmi les citoyens qui ont eu affaire à une clinique ou un hôpital public au cours des 12 derniers mois :

o Près de trois sur quatre (74%) estiment qu'il était « difficile » ou « très difficile » d'obtenir les soins ou les services médicaux nécessaires (Figure 3).

o Des majorités affirment avoir fait face aux longs temps d'attente (77%), au coût élevé des soins (76%), à l'absence d'un personnel médical (67%), au manque de médicaments ou de matériels (62%) et au mauvais état des infrastructures (59%) (Figure 4).

Seule trois sur 10 Comoriens (32%) approuvent la performance du gouvernement dans l'amélioration des services de santé de base, contre 65% qui en sont insatisfaits (Figure 5).

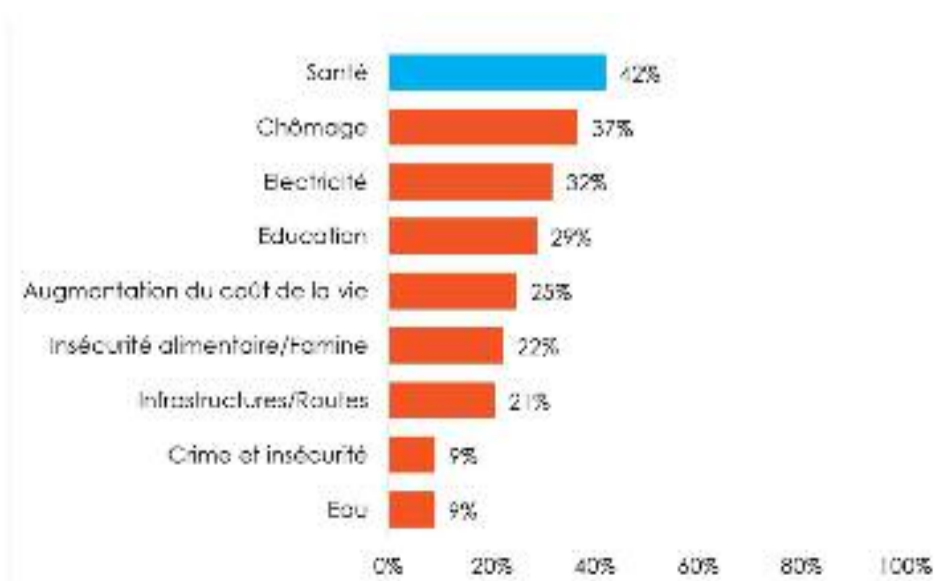
Enquêtes d'Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 10 seront achevées en 2025. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer aux Comores, conduite par Comores Finance Consulting (Co.Fin.Co), s'est entretenue avec 1.200 adultes comoriens en juin 2025. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%.

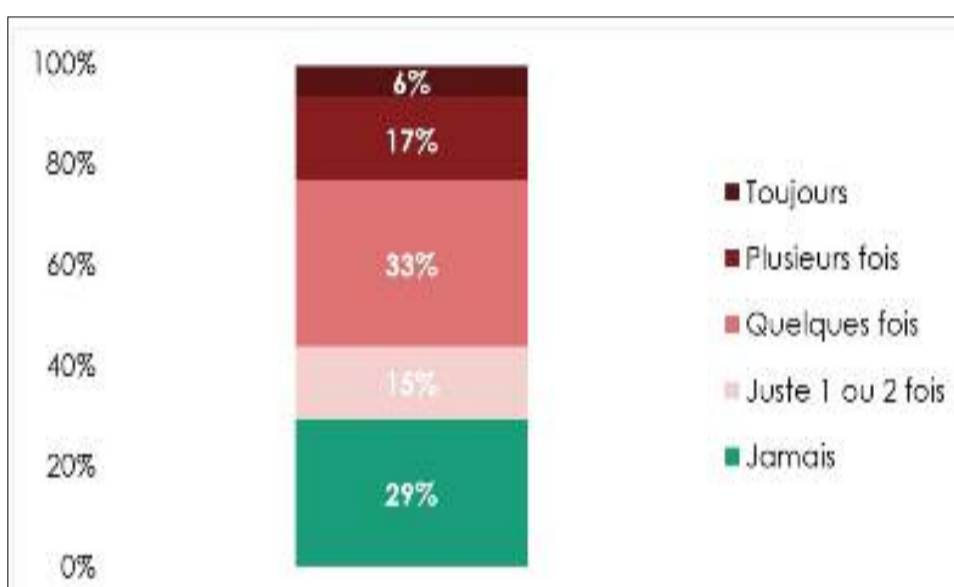
Figures

Figure 1 : Plus importants problèmes du pays | Comores | 2025



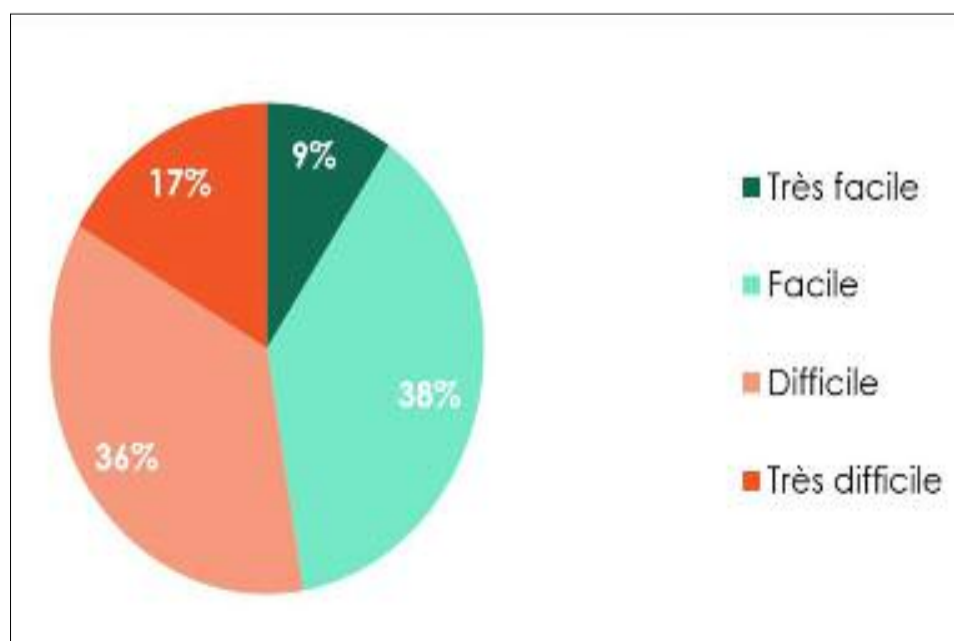
Question posée aux répondants : A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ? (Jusqu'à trois réponses par personne ; la figure montre le pourcentage de répondants qui citent chaque problème parmi leurs trois priorités.)

Figure 2 : Fréquence de manque de soins médicaux | Comores | 2025



Question posée aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous, ou un membre de votre famille, avez dû faire face à un manque de médicaments ou de soins médicaux ?

Figure 3 : Facilité d'obtenir l'attention médicale dans les hôpitaux publics | Comores | 2025



Question posée aux répondants qui ont eu affaire à une clinique ou un hôpital public : Etait-ce facile ou difficile d'obtenir accès aux soins de santé ? (Les répondants qui n'ont pas eu recours à ces services de santé sont exclus.)

JEUX DES ILES 2027 :

Le COSIC plaide pour l'implication des fédérations

Le comité olympique comorien a réuni ses membres vendredi dernier pour passer en revue les actualités liées à l'organisation des 12e jeux des îles de l'océan indien en 2027. Lors de cette réunion dirigée par le président du COSIC, Ibrahim Mohamed Mze, dix-sept des 20 fédérations affiliées étaient représentées, une façon d'illustrer l'importance de la réunion. Au cours de son intervention, le président serait revenu sur la nécessité pour les fédérations d'adopter une attitude qui va dans le sens de la bonne gouvernance.

Cet appel sur les bonnes manières au sein des différentes fédérations sonne en effet, comme un rappel à l'ordre après les dysfonctionnements constatés de certaines fédérations lors des derniers jeux des jeunes de l'océan indien aux Seychelles. Les observateurs et certains médias de la place avaient pointé du doigt le fait que certaines fédérations étaient composées de délégations composées de vacanciers beaucoup plus, que d'athlètes.

Une attitude qui avait miné l'ambiance au sein de la délégation comorienne et du coup réduit sensiblement les chances de médailles pour le pays.

C'est pourquoi oserions-nous penser que lors de cette réunion, le patron du sport comorien devant ses pairs a voulu remettre les pendules à l'heure. « Le président du COSIC a réuni les présidents des fédérations pour une réunion de travail cruciale, axée sur la préparation et la gestion transparente des compétitions liées aux Jeux des Îles de l'Océan Indien 2027. Ibrahim Mze Mohamed a rappelé que chaque compétition doit être pensée et conduite dans le cadre de la bonne gouvernance, afin de servir l'intérêt général et la réussite de nos jeunes talents » en insistant sur la nécessité de mettre l'intérêt général au-dessus de toute autre considération.

Outre cet appel à la responsabilité commune, le président a aussi sonné la mobilisation générale dans l'optique de l'organisation des prochains jeux des îles de la région. « Dans tout ce que nous faisons, nous devons anticiper l'organisation des Jeux des Îles 2027. La préparation



de cet immense rendez-vous commence dès maintenant. Nous sommes tous responsables de sa réussite, et notre implication est primordiale », en appelant les fédérations à s'impliquer et à anticiper leurs actions dans le sens de cette organisation.

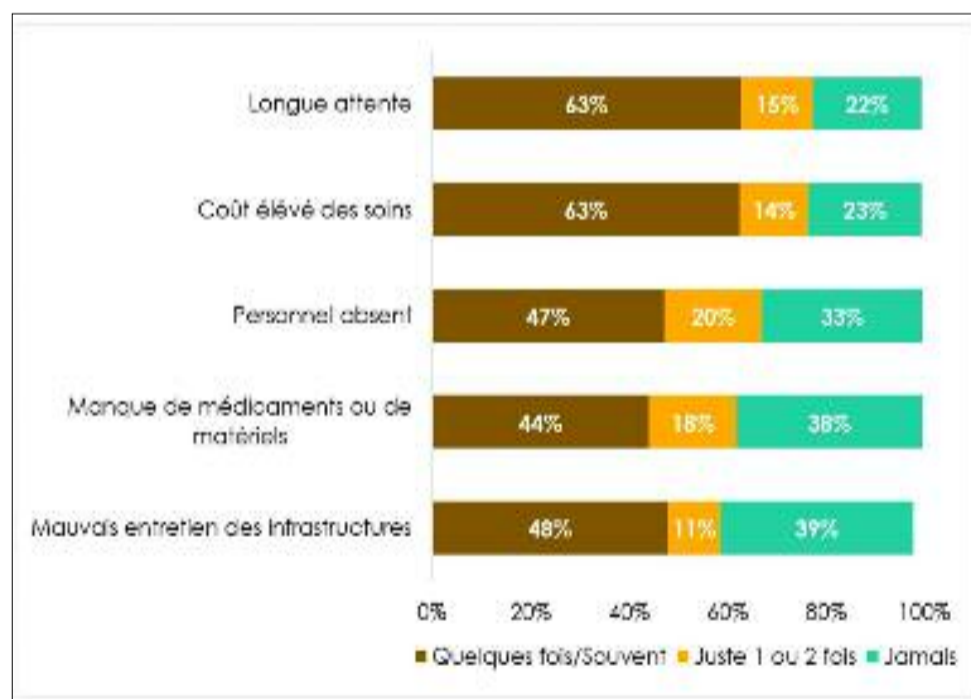
C'est pourquoi, le président du

COSIC a appelé les autorités compétentes à œuvrer dans ce sens pour maximiser les chances de voir notre pays organiser ce grand rendez-vous de la jeunesse de l'océan indien. « Nous appelons les autorités compétentes à soutenir sans réserve ce processus et à recevoir ce plaidoyer, qui expose les mesu-

res, les responsabilités et les ressources nécessaires pour renforcer l'élite sportive nationale. Les fédérations nationales s'engagent à renforcer leur rigueur, leur traçabilité et leur responsabilisation afin de garantir des résultats mesurables et durables.»

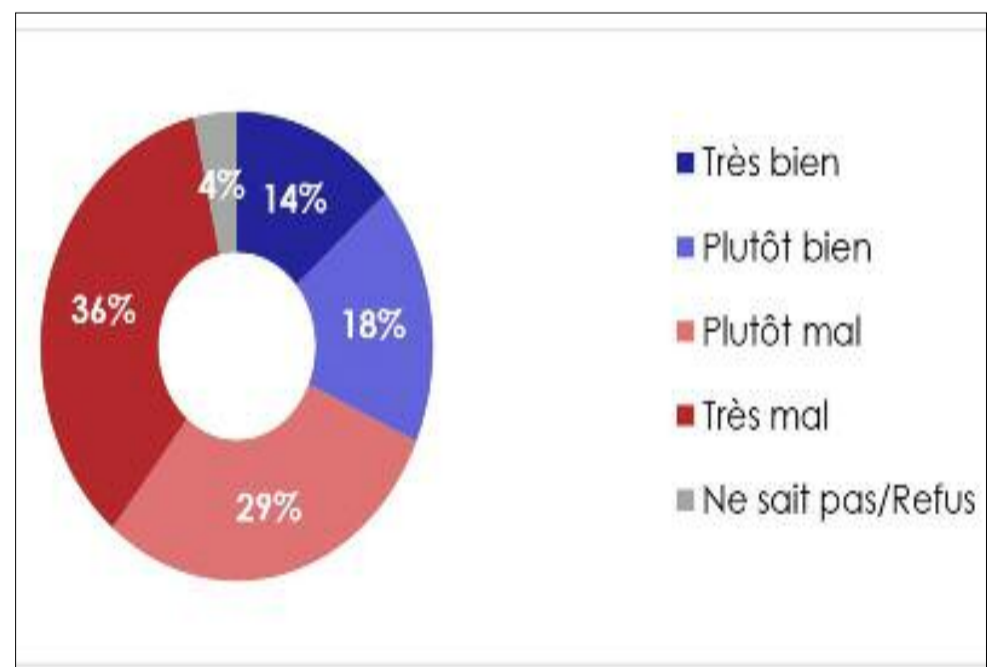
Imtiyaz

Figure 4 : Problèmes rencontrés dans les hôpitaux publics | Comores | 2025



Questions posées aux répondants qui ont eu affaire à un hôpital public : Et au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu les problèmes suivants dans une clinique ou un hôpital public ? (Les répondants qui n'ont pas eu affaire à une clinique ou un hôpital public sont exclus.)

Figure 5 : Performance du gouvernement dans l'amélioration des services de santé de base | Comores | 2025



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à l'amélioration des services de santé de base, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Sedo Housseine
Comores Finance Consulting (Co.Fin.Co)
Téléphone : +269 324 69 39
E-mail : sedohousseine@yahoo.fr
Veuillez consulter : www.afrobarometer.org.

Suivez nos résultats à #VoicesAfrica.



CLIMAT

Large concertation sur l'utilisation des données climatiques

Large concertation sur l'utilisation des données climatiques
L'Agence nationale de l'aviation civile et de la météorologie des Comores (ANACM), en partenariat avec le ministère des Transports aériens et avec le soutien du PNUD, a organisé du 25 au 27 août au Retaj Moroni un forum sur l'utilisation des informations climatiques pour la prévention, la préparation et la prise de décisions. Ce forum, réunissant des autorités gouvernementales et locales, a été l'occasion d'échanger sur l'intégration de l'information climatique dans les processus de décision face aux aléas hydro-météorologiques.

« Ce thème est d'une importance capitale pour notre pays et pour la région dans son ensemble. En effet, les aléas climatiques et hydrométéorologiques, dont la fréquence et l'intensité s'accroissent avec les changements climatiques, représentent des défis majeurs pour nos sociétés, nos économies et la sécurité de nos populations », a souligné le directeur général de l'ANACM, Abdillah Abdou Mondoha. Selon lui « la production, la diffusion et l'utilisation effective de l'information climatique constituent des leviers essentiels pour mieux anticiper ces risques, renforcer la résilience de nos communautés et orienter des politiques publiques éclairées ». Il s'agit d'un cadre de « partage d'expériences, de renforcement des synergies et de co-construction de solutions pratiques, afin que l'information climatique devienne un outil stratégique de planification et de prise de décision au service du développement durable ».

Le représentant résident du PNUD, Snehal Soneji, a rappelé que l'Union des Comores est particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique. « Les sécheresses prolongées, les cyclones, les inondations et l'érosion côtière affectent déjà les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et l'accès à l'eau potable. Ces risques, s'ils ne sont pas anticipés, compromettent les acquis en matière de développement et pèsent lourdement sur les ménages, l'économie et les services publics ». Dans ce contexte, il a mis en avant l'importance du projet financé par le Fonds Vert pour le Climat, intitulé "Assurer un approvisionnement en eau résilient au climat aux Comores", mis en œuvre avec le soutien du PNUD. Ce projet vise à garantir, à long terme, un accès durable et équitable à l'eau potable et à l'irrigation, tout en renforçant la surveillance climatique ainsi que les capacités des institutions nationales et locales à anticiper et gérer les

risques.

Selon lui, le forum a pour objectif de renforcer les capacités à interpréter, partager et utiliser les données climatiques afin de les intégrer dans les politiques, plans et décisions quotidiennes. « Les données climatiques ne sont pas seulement des chiffres ou des cartes techniques. Ce sont des outils de planification, de prévention et de protection des vies humaines et des moyens de subsistance. Elles permettent d'anticiper les sécheresses, de mieux gérer nos ressources en eau, d'alerter les communautés en cas de risques de catastrophes, d'orienter les investissements dans l'agriculture, la santé, l'énergie ou le tourisme, et surtout, de renforcer la confiance entre les institutions, les autorités locales, le secteur privé et la population », a-t-il indiqué.

Le PNUD, à travers ce projet a doté l'ANACM d'infrastructures de surveillance climatique couvrant 80% du territoire national, incluant l'installation de six stations agrométéorologiques, vingt stations climatiques, et trente stations piézométriques. Ces installations visent à améliorer la connaissance du climat national grâce au renforcement du système d'observation, accroître la productivité agricole grâce à l'utilisation des prévisions et informations climatiques, affiner les modèles de prévision du temps et améliorer l'exploitation des alertes précoces lors d'événements extrêmes. Une formation est prévue début septembre 2025 au profit de quatre ingénieurs de la direction météorologique à l'ACMAD-Niger et portera sur les prévisions saisonnières, en vue de développer un système d'alerte précoce pour les inondations et les sécheresses.

Snehal Soneji a conclu en soulignant que le PNUD, est fier d'accompagner l'Union des Comores dans ce changement de paradigme. « Mais notre réussite dépend de l'engagement de toutes et tous », dit-il.

De son côté, la ministre des Transports aériens, Hassane Alfeine Yasmine, a salué la pertinence du thème du forum. « Les aléas climatiques et hydrométéorologiques affectent directement notre vie quotidienne, notre économie et la sécurité de nos populations ». Elle a insisté sur la nécessité de renforcer les capacités d'anticipation et d'action. « L'information climatique, lorsqu'elle est collectée, analysée et partagée à temps, devient un outil stratégique de planification, de prévention et de résilience. Elle permet de sauver des vies, de protéger les infrastructures et de guider les politiques publiques dans les secteurs vitaux : agriculture, pêche, énergie, transport et sécuri-



té civile ». Et de conclure en exhortant de « renforcer la coopération entre décideurs, scientifiques, techniciens et acteurs de

terrain », et réaffirmant que le gouvernement reste pleinement engagé à soutenir toutes les initiatives visant à renforcer la résilience de

notre pays et de notre région face aux aléas climatiques ».

Nassuf Ben Amad

CONFERENCE

PLANTES MEDICINALES ET CANCER DU SEIN

**30 AOUT 2025 à 09H00
à L'ECOLE DE SANTE**



CONFERENCIERE
Andilyat MOHAMED
Docteur en Ecologie Végétale
Responsable de l'Herbier
National de l'Université des Comores



CONFERENCIER
MOHAMED Ali Chami
Praticien certifié en Médecine Traditionnelle Chinoise
par l'Hopital de SHANGAI et de PEKIN
Coach IKIGAI
formateur professionnel



